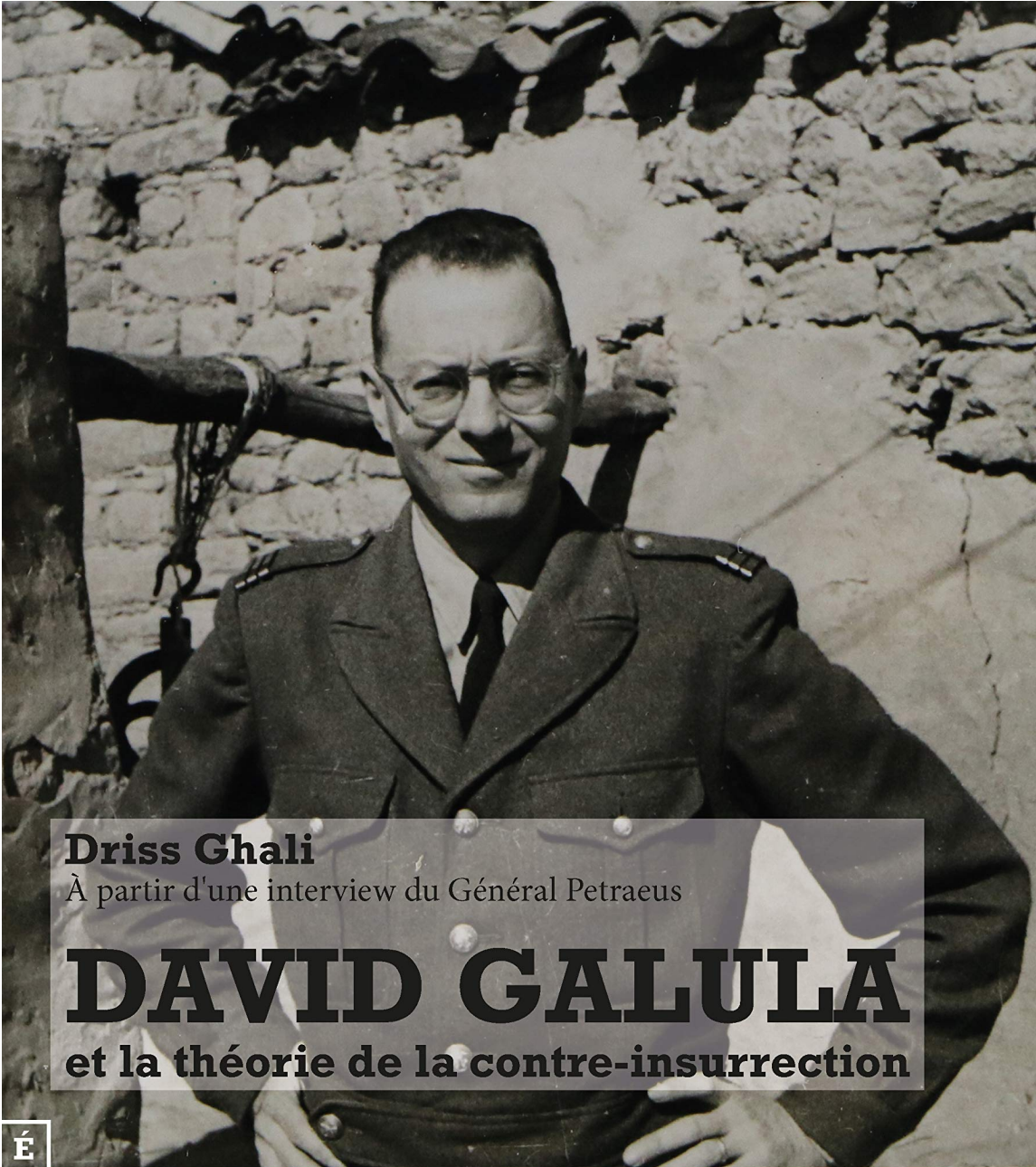


Publié aux [Éditions Complicités](#) en mai 2019, cet ouvrage analyse la réflexion de David Galula, théoricien militaire français oublié puis (un peu) mis en lumière par nos conflits contemporains, d'abord en Afghanistan et par le général américain Petraeus.



Driss Ghali

À partir d'une interview du Général Petraeus

DAVID GALULA

et la théorie de la contre-insurrection

É
C

**Un livre essentiel
dans le combat contre le terrorisme**

ÉDITIONS COMPLICITÉS

L'Art de Transmettre

Il associe

l'analyse du contexte historique de la contre-insurrection, les réflexions sur l'insurrection et la contre-insurrection d'hier et d'aujourd'hui sans écarter la lutte contre l'islamisme radical, la grande criminalité qui menace les démocraties par la déstructuration de l'État qu'elle organise, finalement l'engagement d'un officier français par assimilation, sujet oh combien intéressant dans le contexte actuel de notre société.

Le soutien apporté par le général américain Petraeus à la connaissance de la pensée de David Galula est présent largement à travers cet ouvrage (Cf. Aussi mes billets [du 21 octobre 2012](#), [« Les nouveaux centurions : un document sur le général Petraeus »](#) et du [13 septembre 2011](#) [« Quels enseignements militaires dix ans après le 11 septembre ? »](#)).

L'auteur, Driss Ghali, marocain, aux nombreux diplômes français, vivant au Brésil - ce qui est dommage car il ne pourra pas présenter ses réflexions devant nos décideurs militaires et politiques - apporte une vision synthétique de la contre-insurrection à la fois perçue par David Galula mais aussi par le lien que l'auteur établit entre la guerre d'Algérie avec les conflits contemporains. Lutter contre une rébellion ou une insurrection, est devenu le lot commun des engagements militaires de nos démocraties occidentales hier en Asie, aujourd'hui au Moyen-Orient et en Afrique.

Réflexions sur l'élaboration de la pensée militaire et sa diffusion

L'auteur nous fait voyager dans l'histoire française récente, avec une vision équilibrée des stratégies des uns et des autres, valorisant à mon sens et à juste titre l'assimilation qui a tant apporté à la France. Cet ouvrage passionnant fait découvrir la vie méconnue d'un juif né en Tunisie en 1919, devenu français par sa famille en 1924, officier saint-cyrien en 1938 qui n'a pas renié la France en 1941 malgré que celle-ci l'ait rejeté (mais pas l'Armée qui le réintègre en 1943), atypique, avec un riche parcours opérationnel.

Ce jeune officier, un temps espion au service de la France quand il a été écarté de l'Armée, est affecté auprès de l'attaché militaire français à Pékin de 1945 à 1947. Il y apprend le mandarin alors qu'il n'apprendra jamais l'arabe, Il est fait prisonnier par les communistes chinois. Il y découvre la théorie de la guerre révolutionnaire de Mao. Il n'en sera pas moins farouchement anti-communiste. Après un bref séjour en Europe, il est nommé attaché militaire à Hong Kong de 1949 à 1956 avant de rejoindre volontairement l'Algérie en 1956 pour commander une compagnie du 45^e bataillon d'infanterie coloniale.

Ses écrits n'apparaîtront qu'une fois ayant rejoint la vie civile aux États-Unis et par sa rencontre avec Henry Kissinger en 1964. Cependant, constatons comme pour d'autres avant et après lui, les réflexions sortant de la trame traditionnelle ne font pas école sauf si elles sont soutenues dans la durée par une autorité qui impose le développement de cette pensée. Après tout, le général Poirier, à l'époque lieutenant-colonel, n'a pu contribuer à l'élaboration de la stratégie de la dissuasion nucléaire que parce que De Gaulle le protégeait de la haute hiérarchie militaire. Le développement d'une pensée originale est soumis à la permanence de ce soutien et cela est de moins en moins le cas compte tenu du temps relativement faible passé en poste notamment des responsables militaires.

En outre, comme le rappelle Driss Ghali, la bureaucratie, c'est-à-dire le fonctionnement

hiérarchique, est hostile à toute innovation qui pourrait bousculer son fonctionnement huilé et rodé, et donc à sa remise en question d'abord intellectuelle, ensuite technologique et organisationnelle. L'armée en cela n'est pas différente des autres organisations. Seule la défaite peut la contraindre à changer.

D. Galula a su cependant en partie intéresser ses chefs en communiquant ses réflexions. Mais est-ce encore possible aujourd'hui pour un capitaine ou un commandant d'adresser un mémoire sur une problématique, directement à un chef d'état-major des armées ou à un chef d'état-major de l'armée de Terre, hors voie hiérarchique ? Je n'en suis pas certain d'abord parce que l'humilité inhérente à l'état d'officier rappelle que les connaissances sont bien souvent acquises en fonction du grade. Or, Galula avait eu finalement la chance d'être employé hors hiérarchie et au-dessus du niveau de responsabilité normal de son grade. Ensuite, l'irritation potentielle d'éléments de la chaîne hiérarchique, existera toujours. Reste la publication d'ouvrages ou d'articles dans les revues spécialisées mais est-ce efficace ? Seul le « *buzz* » peut attirer aujourd'hui l'attention du lecteur !

Les réflexions que suscite cet ouvrage

Quel est le but d'une insurrection sinon le retrait par la propagande et par la terreur de tout soutien à un gouvernement légal en le rendant illégitime et indéfendable ? Quand ni la population, ni l'administration y compris par sa police, ne veulent plus protéger les institutions, l'État s'effondre. N'est-ce pas ce qui menace la France aujourd'hui certes avec des « *insurgés* » différents et aux objectifs divers entre extrême-gauche, extrême-droite, islamistes, frères musulmans, gilets jaunes mêmes...

D'ailleurs, il nous manque un terme pour qualifier les ennemis de la République pour ne pas les ranger dans une dénomination qui les valoriserait. La notion de « *rebelle à la République* » pourrait avoir son intérêt. Elle contraint à définir ce que la communauté nationale peut accepter ou pas au nom de sa nécessaire cohésion. Un « *rebelle* » s'oppose par définition à l'autorité qui doit être clairement établie et affirmée. « *Un rebelle à la République* » est celui qui s'oppose à notre système politique, à nos institutions, à notre société, sinon à notre culture, à nos traditions, à notre histoire. En l'occurrence, le curseur de ce qui est acceptable en démocratie est déplacé vers plus de rigueur et d'autorité que vers des libertés sans contreparties provoquant le chaos, notre affaiblissement, le manque de protection des citoyens dans de nombreux domaines.

Les conflits d'hier et d'aujourd'hui évoqués avec équilibre dans cet ouvrage amènent naturellement à quelques conclusions. Concernant le conflit algérien que l'armée française a gagné (Mais que faire d'une victoire militaire si on n'est pas capable de conclure la paix ? Problème toujours pas résolu), je comprends mieux l'attitude anti-française du FLN au pouvoir aujourd'hui. Le FLN a perdu sa guerre militaire et son armée, au cœur du pouvoir, ne peut pas avouer cet état de fait. 50 ans après, l'échec politique d'un gouvernement ayant capitalisé sur cette imposture d'une victoire finalement peu glorieuse est patent. De fait, la reconnaissance d'une quelconque repentance française signifierait celle d'une victoire militaire du FLN qui n'a jamais eu lieu et qui a « *légitimé* » le rôle de prédateurs de ces « *combattants pour l'indépendance* ».

Concernant la contre-insurrection, notre armée doit maintenir ses compétences dans ce domaine et à ce titre ses engagements en Afrique sont indispensables pour les faire évoluer et les associer à la haute technologie. Il est cependant toujours regrettable à mon avis qu'une école ne soit pas dédiée à l'apprentissage de la contre-insurrection.

Le territoire national n'est plus à l'abri de l'action de mouvements visant à la déstabilisation de l'État, éventuellement par des actions armées et terroristes, que ces mouvements soient à but politique comme les extrémistes essentiellement de gauche, les plus déterminés et aguerris, à but religieux avec l'islam politique des frères musulmans donnant l'illusion de poursuivre des objectifs différents de l'islamisme radical de Daech ou d'Al Qaida, éventuellement à buts criminels ou mafieux. L'exemple de l'Amérique du Sud, que ce soit au Brésil ou au Mexique, doit nous faire réfléchir sur ce poids de la criminalité. Protéger et permettre aux citoyens de vivre le plus décemment possible restent une mission fondamentale que D. Galula et ses successeurs, pour ceux qui l'ont compris, nous enseignent (Cf. [Mon billet du 27 avril 2014, « Les commandos de l'air et la contre-insurrection en Algérie »](#) et le rôle des quelque 750 SAS qui aidaient au développement de l'Algérie rurale et de plus d'un million d'Algériens). Quand l'administration est déficiente, l'armée peut remplir une partie de ce rôle.

Il n'en reste pas moins que l'adhésion à une cause est sans doute la partie la plus importante de la guerre contre-insurrectionnelle. Ce ne sont pas les moyens les plus importants mais les hommes motivés qui feront la différence. La guerre de l'information est hier comme aujourd'hui au cœur de l'action contre-insurrectionnelle. Ce qui compte est en particulier cette histoire commune qui fait adhérer mais aussi combat les idées fausses. Selon le discours médiatique et politique dominant, toute opinion est respectable au nom des valeurs démocratiques. Le temps du choix est cependant aujourd'hui nécessaire pour un engagement fort au sein de l'État au moins. Celui-ci doit être efficace et inspirer la confiance aux citoyens. Chacun y a sa place. Or, les derniers événements en France ont montré la méfiance croissante et agressive envers l'État, le doute au sein des administrations.

Néanmoins, penser la contre-insurrection et ses modes d'actions ne signifie pas abandonner les forces armées de haute intensité. L'ennemi conventionnel existe encore, certes pas à nos frontières mais les engagements futurs dans le cadre d'une coalition contre les nouvelles puissances mondiales doivent être envisagés. En outre, le combat en haute intensité contraint à la réflexion et à l'élaboration de nouveaux équipements, à gérer la complexité du monde moderne à la différence de la contre-insurrection qui est une guerre au sein des populations, avec une approche interculturelle, sociale, économique, informationnelle. La haute technologie fournie par les armements conventionnels permet la destruction de l'ennemi y compris en contre-insurrection certes en donnant l'image de l'utilisation d'un marteau pour écraser une mouche, donc à un coût important, mais avec de faibles pertes pour nous.

Pour conclure

Enfin, que ce soit sur le territoire national ou à l'extérieur, « *protéger la population* » assure la victoire sur toute rébellion ou éventuellement insurrection contre la République, menaces représentées actuellement par les déviances populistes ou extrémistes, politiques ou religieuses. Pour Galula, hier comme aujourd'hui, « *On protège d'abord, on séduit après* ». Il ne

s'agit pas de gagner les cœurs et les esprits d'abord mais de créer les conditions pour que cela soit possible. Cela commence naturellement par une réelle affirmation de l'autorité de l'État et de ses représentants.